LUNDI 26 SEPTEMBRE 2022 WWW.TEMOIGNAGES.RE

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS N° 21055 - 78EME ANNÉE

Pompiers et policiers cibles de jets de pierre à Saint-André

Chômage, pauvreté et inégalités déclencheurs de violences contre des symboles de l'autorité

Vendredi soir, des pompiers sont intervenus pour éteindre une poubelle en feu. C'était en réalité un guet-apens. Les pompiers ont été la cible de jets de pierre, tout comme les policiers qui sont intervenus ensuite. Ce type de violences qui existe en France depuis de nombreuses années est importé à La Réunion, avec des graves conséquences. C'est dans notre île un effet d'un système qui rejette la majorité des jeunes dans le chômage, et la moitié de la population dans la précarité à vie. D'où l'importance de faire de la lutte contre la pauvreté, les inégalités et pour le plein emploi la priorité des politiques publiques afin de désamorcer ce phénomène importé de France. Un phénomène qui risque de détruire le « vivre-ensemble » tant vanté pour caractériser La Réunion.

Cela fait déjà de nombreuses années qu'en France, pompiers et policiers sont la cible de guet-apens par des jeunes qui veulent en découdre. Ce phénomène touche essentiellement des quartiers caractérisés par un fort taux de chômage, où la population se sent abandonnée par le pouvoir. Le procédé est classique. Une poubelle ou du mobilier urbain est incendié. Les pompiers qui interviennent tombent alors dans une embuscade. Des policiers sont alors appelés à la rescousse. Leur arrivée déclenche une bataille rangée où les personnes en uniforme sont la cible de projectiles. Pompiers et fonctionnaires de police sont vus comme des représentants de l'autorité. Ils sont le réceptacle de la violence contre le système. Auparavant, ce type de fait divers était quelquefois évoqué dans les journaux télévisés en France. Avec le développement de l'Internet, ces actes sont désormais largement médiatisés en dehors de la France, notamment dans notre île.

Les causes sont connues

Ce phénomène français est désormais importé à La

Réunion. C'est ce que rappellent les faits qui se sont déroulés vendredi soir à Saint-André. La même technique qu'en France a été utilisée : un feu de poubelle, puis les pompiers caillassés, tout comme les policiers arrivés pour protéger les soldats du feu. Ces faits de violence ont été largement condamnés, et les appels à la répression sont nombreux. Mais répondre à la violence par la violence ne permettra pas de juguler ce phénomène dans les causes sont structurelles.
Outre l'assimilation à la France qui pousse à reproduire à La Réunion des actes perpétrés dans ce pays situé de l'autre côté de l'Afrique, les causes de ces violences sont connues. Pompiers et policiers portent un uniforme. Aux yeux des jeunes qui les visent, ils représentent l'autorité. Ils sont la partie la plus visible d'un pouvoir qui ne répond pas à leurs attentes.

Les jeunes victimes d'une situation sociale « hors normes »

Or à La Réunion, la situation des jeunes est encore plus grave qu'en France. Plus de la moitié des moins de 25 ans qui sont sortis de l'école sont au chômage. Un Réunionnais de moins de 18 ans sur deux vit dans une famille située sous le seuil de pauvreté. C'est une situation sociale « hors normes » pour reprendre les termes d'une étude du Conseil général et de l'INSEE en date de 2013.
Pendant ce temps, une minorité de la population a des revenus suffisamment importants pour vivre confortablement dans ce système. Ces inégalités sont visibles de tous et cette situation n'est pas nouvelle. Elle a notamment pour conséquence une défiance toujours plus grande envers des symboles. Il suffit de constater l'effondrement du taux de participation aux élections, en particulier chez les jeunes. Si les urnes ne sont plus le moyen d'expression privilégié, alors d'autres modes sont utilisés qui échappent à tout contrôle. D'où le risque toujours plus grand de dérapage, avec des violences qui augmentent.

Plus de 50 ans de chômage de masse

Les moyens pour mettre fin à ces violences sont connus eux aussi : la lutte contre la pauvreté et une politique pour le plein emploi.
Il est évident que si ces jeunes avaient un emploi suffisamment rémunéré la journée, ils ne perdraient pas leur temps à organiser la nuit des guets-apens pour en découdre avec des gens en uniforme. Ils seraient tranquillement chez eux en train de s'occuper de leur famille, de passer un bon moment avec des amis ou de dormir.
Mais le plein emploi et la lutte contre la pauvreté ne sont pas les priorités du système en place à La Réunion. C'est ce que souligne le fait que depuis le milieu des années 1970, au moins le quart des travailleurs sont au chômage. Aujourd'hui, l'emploi stable et correctement payé ne concerne qu'une moitié de la population. Pour l'autre moitié, c'est la précarité à vie.

Priorité au plein emploi et à la lutte contre la pauvreté

Dans ces conditions, il faut saluer l'existence à La Réunion d'une solidarité qui a permis jusqu'à présent d'éviter l'explosion sociale. Mais cette solidarité a ses limites. Manifestement, l'accumulation de dizaines d'années de chômage et de pauvreté est une violence qui est de moins en moins supportée par cette solidarité. Comme le rappelait le député Philippe Naillet lors du rassemblement organisé le 21 septembre dernier lors de la Journée internationale pour la Paix, le risque le plus grand est le délitement de la société réunionnaise à cause de la fracture sociale.
Le « vivre ensemble » tant vanté pour décrire La Réunion est en danger. La lutte contre la pauvreté et pour le plein emploi sont les seuls moyens de le préserver.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21
Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Wang Yi à l'ONU : la Chine a fait le choix du développement plutôt que du pillage et de la colonisation

Lors de l'Assemblée générale de l'ONU qui a débuté la semaine dernière, l'intervention de la Chine était très attendue. Elle eut lieu samedi. A cette occasion, Wang Yi, ministre des Affaires étrangères, a souligné que « les pays en développement ne sont plus une majorité silencieuse mais les piliers du développement mondial ». Il a rappelé que « Taiwan fait partie du territoire chinois » depuis des temps immémoriaux, fait reconnu par 180 Etats membres de l'ONU. Il a déclaré que la Chine a fait le choix du développement plutôt que du pillage et de la colonisation, de l'harmonie avec la nature plutôt que de son exploitation destructrice. Ce nouveau paradigme, avec à sa tête le Parti communiste chinois, ouvre des perspectives radieuses, a-t-il conclu.

A la tribune des Nations Unies samedi, le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, a comparé les pays aux passagers d'un même navire, qui se doivent de « ramer ensemble ». Il a encore défendu l'équité internationale, en dénonçant ces pays qui veulent « impressionner par la force » et réduire les autres au silence, alors que les règles du jeu doivent être écrites par tous les pays. La Chine propose un modèle de paix et de développement gagnant-gagnant.

COVID-19 : don de 2,5 milliards de doses de vaccin à plus de 120 pays

Le Ministre Wang Yi a rappelé que la Chine, des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, est le plus important contributeur de troupes aux missions onusiennes. « La Chine est aussi le seul de ces cinq pays à s'être engagé à ne pas utiliser l'arme nucléaire en premier », a-t-il dit.
Il a indiqué que la Chine défend un ordre international basé sur des règles, en rappelant les quelque 27.000 accords bilatéraux qu'elle a signés.
Le ministre s'est opposé à toute politisation des droits de la personne et a rappelé que « les pays en développement ne sont plus une majorité silencieuse mais les piliers du développement mondial ».
Il a détaillé la réponse de la Chine face à la pandémie de COVID-19, avec notamment le don de 2,5 milliards de doses de vaccin à plus de 120 pays et organisations internationales. La Chine est attachée à un mode de développement respectueux de l'environnement, a-t-il assuré.
Le ministre a appelé au respect des points de vue des pays et dénoncé toute ingérence dans leurs affaires intérieures. Il a demandé le règlement de la crise en Ukraine, que soient facilités les échanges et prises en compte les préoccupations sécuritaires de toutes les parties. Celles-ci doivent faire en sorte que la crise ne « déborde » pas, a-t-il insisté, en souhaitant la préservation des intérêts des pays en développement.

180 pays ont reconnu que Taiwan fait partie de la Chine

Il a qualifié d'inacceptable la pratique des sanctions et déclaré que la Chine est aux côtés de tous les pays qui veulent préserver leur souveraineté.
« Taiwan fait partie du territoire chinois » depuis des temps immémoriaux, a martelé Wang Yi, en soulignant la constance des efforts de réunification de la Chine. Il a demandé que « tous les territoires volés par le Japon à la Chine » lui soient retournés. C'est un élément important d'un ordre international basé sur des règles, a tranché le ministre.
Il a rappelé que l'Assemblée générale a définitivement réglé la question de la représentation de la Chine à l'ONU. « Il n'y a pas deux Chines ou une Chine et Taiwan, il n'y a qu'une seule Chine unie ». Le ministre a précisé que 180 pays ont reconnu le fait qu'il n'y a qu'une seule Chine et que Taiwan en fait partie.
Fustigeant toute ingérence dans le détroit de Taiwan, il a précisé que son pays œuvre à une réunification pacifique et sincère. La Chine est déterminée à combattre toute activité séparatiste et à lutter contre les ingérences, afin de jeter les bases de la réunification et d'une paix durable dans le détroit de Taiwan, a-t-il assuré. « Toute ingérence sera écrasée par les roues de l'histoire », a averti le ministre.
En conclusion, le chef de la diplomatie a fait valoir que la Chine a fait le choix du développement plutôt que du pillage et de la colonisation, de l'harmonie avec la nature plutôt que de son exploitation destructrice. Ce nouveau paradigme, avec à sa tête le Parti communiste chinois, ouvre des perspectives radieuses, a-t-il conclu.

Source : ONU

Oté

Dopi Chagos ziska bande zil zépars, koman kékshoz sinp konmsa i pé vni konpliké avèk lo tan ?

Mézami bande léktèr nout zoinal Témoignages i koné bien bande problèm Chagos épi sète bande zil zépars afors dopi dé zané épi dé zané i anparl sa dann nout zoinal.

Pou bannzil Chagos néna d'in koté la Répiblik Maurice k'i domande lo rotour lé chagos dann son souvérènté é d'in n'ot koté néna Langlétèr (GB) ki vé pa antande la rézon, k'i vé pa antande la loi intèrnassyonal, mèm bande zinstitissyon intèrnasyonalkonm l'ONU k'i domand lo sinple rotour dé shoz dann in orde internassyonal lojik. Arzoute avèk sa an pliss lo maléré sor lo pèp shagossien.

Pou bande zil zépars néna la pozissyon lojik noute grande voizine apiyé par bande loi intèrnassyonal, épi l'ote koté néna La franss tète dir k'i konpran pa k'i fo rotrouv in orde lozik intèrnassynal.

In késtyon d'intéré ? Mi panss mèm pa pas ni GB, ni La franss i tir in lintéré bien konpri dann zot okipassion ilégal bande téritoir miniskil… mé lé vré avèk loséan k'i antour azot épi bande rossours maritime épi minéral sirman pa a néglijé. Koman lé shoz l'ariv konmsa ? Koman in négossyassion dsu lindépandans pou Moris konm pou Madagascar la done in si mové rézilta ? Koman Moris zordi Répiblik épi Madagaskar k'i kriye kont linzistis zordi la fini par ète dakor, momandoné, avèk in solissyon téi réspèk ni zot zintéré ni zot souvérènté.

Astèr ni koné sak i éspass : ni oi bien koman Langlétèr avèk son gran konpliss amérikin d'in koté, La franss l'ote koté lé inn é l'ote anmayé dann in sityassion provizoir parétil mé dann in ka i fé si tan tèlman mal noute bande frèr é sèr shagossien(ne)… éparpiyé rante Moris, Sésèl, épi Langlétèr avèk in manke réspé total son droi d'rotour dann son péi natal.

A bon ékoutèr, salu.

Justin